



Les freins se desserrent un peu

Plusieurs indicateurs demeurent mal orientés en Rhône-Alpes au troisième trimestre. La fréquentation hôtelière est en recul par rapport à l'année dernière. Les mises en chantier fléchissent nettement. L'emploi salarié privé régresse dans l'ensemble de la région. Seuls certains secteurs des services sont épargnés. L'intérim en particulier se replie fortement. Néanmoins, des signes de moindre crispation de l'activité déjà relevés au niveau national semblent concerner également la région : les exportations augmentent légèrement et se stabilisent à leur niveau de l'année précédente. Les autorisations de construire progressent ce trimestre. Enfin, le taux de chômage régional augmente légèrement, mais reste nettement inférieur à celui enregistré dans l'ensemble de la France métropolitaine.

Pierre-Jean Chambard, Michel Poinard, Insee

Rédaction achevée le 19 janvier 2015

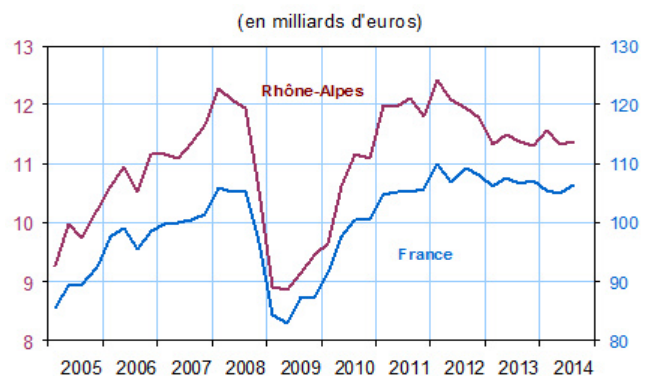
Les exportations de Rhône-Alpes se stabilisent au troisième trimestre 2014

Les **exportations** de Rhône-Alpes augmentent de + 0,3 % au **troisième trimestre 2014** (11,4 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières), et se retrouvent au même niveau qu'au troisième trimestre 2013. France entière, les exportations progressent de + 1,4 % en un trimestre (106,5 milliards d'euros) et se situent, comme en Rhône-Alpes, au même niveau qu'au troisième trimestre 2013.

Sur les **quatre derniers trimestres cumulés** (du quatrième de 2013 au troisième de 2014), les **exportations** de Rhône-Alpes en produits métallurgiques et métalliques reculent à nouveau (de - 3,3 %), mais moins rapidement qu'au trimestre précédent (- 5,3 %). De même, les exportations de produits chimiques, parfums et cosmétiques diminuent de - 0,9 % (faisant suite à un recul de - 1,3 % au deuxième trimestre). Sur la même période, en revanche, les exportations de produits des industries agroalimentaires progressent de + 2,2 % (après + 1,6 % au deuxième trimestre).

Les exportations diminuent de - 2,4 % vers le continent américain (- 1,8 % au deuxième trimestre) et modérément vers l'Asie (- 0,5 %, à comparer à une baisse de - 2,6 % au trimestre précédent). Les exportations vers l'Union européenne progressent (+ 0,8 % après + 0,6 % au deuxième trimestre), tandis que celles à destination des pays européens hors Union économique diminuent de - 1,1 % après - 3,1 %.

1 Évolution des montants des exportations

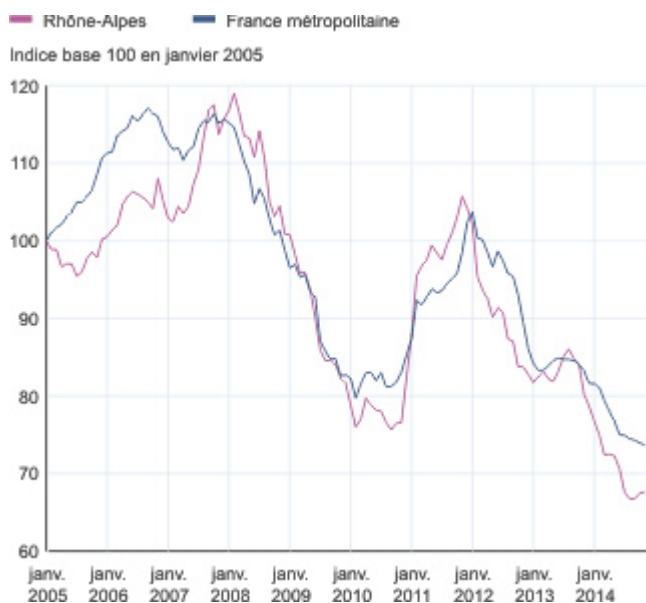


Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.
Source : Douanes

Les mises en chantier fléchissent nettement au troisième trimestre 2014

Au **troisième trimestre 2014**, les **mises en chantier** de logements en Rhône-Alpes baissent de -6,6 % par rapport au deuxième trimestre (-4,0 % au deuxième trimestre par rapport au premier). Le niveau des mises en chantier s'établit ainsi à 33 000 logements en rythme annuel. En octobre et novembre, la tendance baissière marque un palier. Pour l'ensemble de la France métropolitaine, la diminution se limite à -2,6 % (soit un niveau de 291 000 logements annuellement) contre -5,1 % au deuxième trimestre. Le ralentissement de cette baisse se confirme à l'automne.

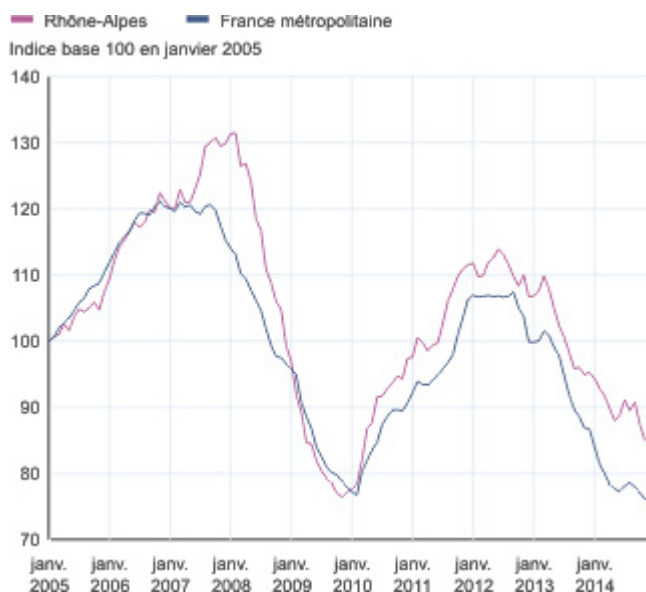
2 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois
Source : SoeS, Sit@del2

Les **autorisations de construire** progressent en Rhône-Alpes au **troisième trimestre 2014** (+1,8 % après une baisse de -4,4 % au deuxième trimestre), correspondant à un niveau de 52 600 logements en rythme annuel. Pour la France métropolitaine aussi, le nombre de logements autorisés augmente (+0,6 %, après -5,0 % au deuxième trimestre), à un niveau de 373 000 logements en rythme annuel. Toutefois, l'évolution s'oriente vers une baisse modérée à l'automne.

3 Évolution du nombre de logements autorisés

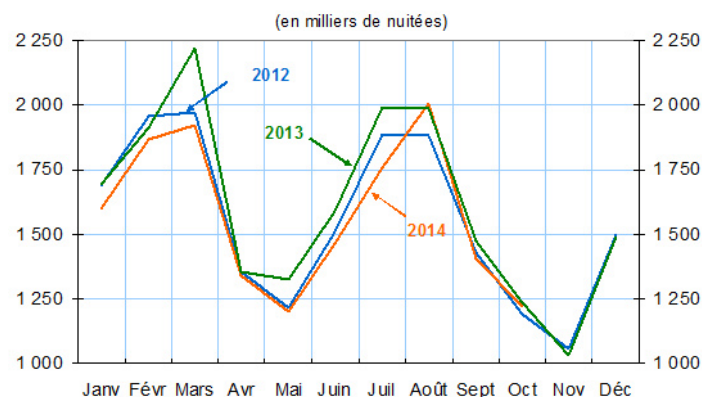


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois
Source : SoeS, Sit@del2

Le recul des nuitées étrangères contribue à la baisse de la fréquentation hôtelière en Rhône-Alpes

La fréquentation des hôtels de Rhône-Alpes diminue de -5,3 % au troisième trimestre 2014 par rapport au même trimestre de 2013 et s'établit à 5,2 millions de nuitées. Cette nouvelle baisse, faisant suite à celle de -6,0 % au deuxième trimestre (donnée révisée) provient d'un fort recul dans l'ensemble des départements, à l'exception de l'Ain où le nombre de nuitées ne varie pas d'une année à l'autre. La part des nuitées étrangères, stable au deuxième trimestre, diminue nettement au cours du troisième trimestre 2014 par rapport au trimestre correspondant de 2013 (25,5 % contre 27,9 %). La baisse du taux d'occupation de 2,4 points, à 57,4 % dans la région, résulte de nets reculs dans la plupart des départements, à l'exception du Rhône.

4 Nombre de nuitées mensuelles dans l'hôtellerie

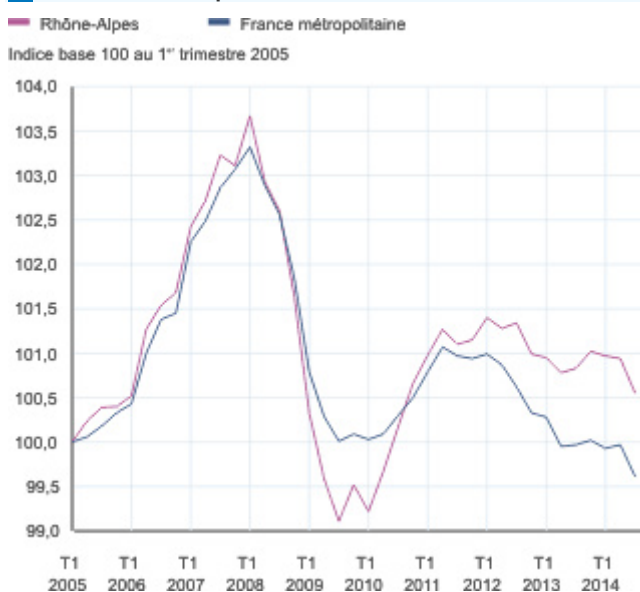


Note : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2012 ont été rétropolées.
Sources : Insee ; DGCS ; partenaires régionaux

L'emploi régresse dans tous les départements rhônalpins

L'emploi salarié marchand non agricole rhônalpin recule au 3^e trimestre 2014, avec une perte de 6 200 postes, soit une régression de -0,4 %, comparable à celle enregistrée au niveau national (-0,3 %). Tous les secteurs sont à la baisse à l'exception des services marchands hors intérim. Sur un an, l'évolution est légèrement meilleure dans la région : 4 500 emplois sont perdus, soit une baisse de -0,3 %, contre -0,4 % en France métropolitaine.

5 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, estimations d'emploi

6 Évolution de l'emploi salarié privé par secteur (hors agriculture)

Secteur d'activité	Effectif au 3 ^e trimestre 2014	Évolution par rapport au 2 ^e trimestre 2014		
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)
Industrie	402 250	- 1 900	- 0,5	- 0,4
Construction	151 600	- 1 100	- 0,7	- 1,1
Tertiaire marchand (1)+(2)+(3)	1 075 000	- 3 200	- 0,3	- 0,3
(1) Commerce	305 350	- 600	- 0,2	- 0,4
(2) Services hors intérim	706 900	+ 1 050	+ 0,2	+ 0,0
(3) Intérim	62 750	- 3 700	- 5,6	- 4,0
Ensemble	1 628 850	- 6 200	- 0,4	- 0,3

Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, estimations d'emploi

Aucun département rhônalpin ne parvient à maintenir son niveau d'emploi ce trimestre. C'est en Isère et dans le Rhône que les pertes d'emploi sont les plus modérées (- 0,2 %). La baisse est un peu plus sensible dans la Loire (- 0,4 %), en Ardèche et en Haute-Savoie (- 0,5 % pour chacun de ces départements). L'Ain (- 0,6 %) et la Savoie (- 0,7 %) voient également le nombre de leurs salariés régrosser. Avec un peu plus de 1 000 emplois perdus, c'est dans la Drôme que les pertes enregistrées sont les plus fortes (- 0,8 %).

En glissement annuel, la Loire (- 1,1 %) et la Savoie (- 1,2 %) enregistrent les plus fortes pertes d'emploi. L'Isère et la Haute-Savoie voient leur nombre de salariés diminuer de - 0,6 %. Le Rhône et la Drôme maintiennent leur niveau d'emploi et l'emploi salarié privé est à la hausse dans l'Ain (+ 0,3 %) et en Ardèche (+ 0,5 %).

L'emploi se replie fortement dans l'intérim

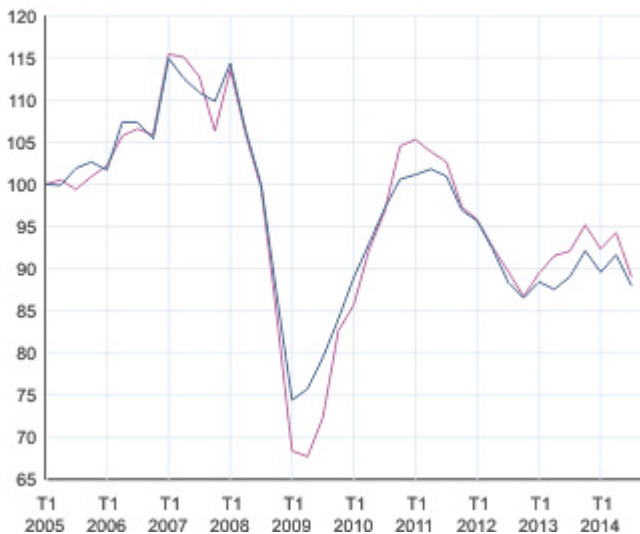
Au contraire du trimestre précédent, l'emploi intérimaire enregistre de fortes pertes (- 5,6 % soit 3 700 emplois perdus). Le repli est plus marqué dans la région qu'à l'échelon national (- 4,0 %).

L'intérim s'inscrit en baisse également sur les douze derniers mois, de manière plus nette dans la région (- 3,3 %, soit 2 150 emplois en moins) qu'au niveau national (- 1,2 %).

7 Évolution de l'emploi intérimaire

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières
Note : données trimestrielles
Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi est à la baisse dans l'industrie, mais reste bien orienté dans les services

Après un trimestre de quasi-stabilité, l'**industrie** perd des emplois au 3^e trimestre 2014 : la baisse régionale atteint - 0,5 %, soit 1 900 postes en moins. L'évolution est comparable (- 0,4 %) au niveau national. Sur un an, l'emploi salarié industriel perd 4 500 postes dans la région (- 1,1 % contre - 1,2 % en France Métropolitaine).

L'emploi salarié continue de fléchir dans le secteur de la **construction** en Rhône-Alpes au 3^e trimestre : - 0,7 %, soit - 1 100 salariés. La régression est toutefois plus contenue qu'au niveau national (- 1,1 %). En glissement annuel, la région perd 2 350 salariés dans ce secteur, soit une baisse de - 1,5 % contre - 2,6 % en France métropolitaine.

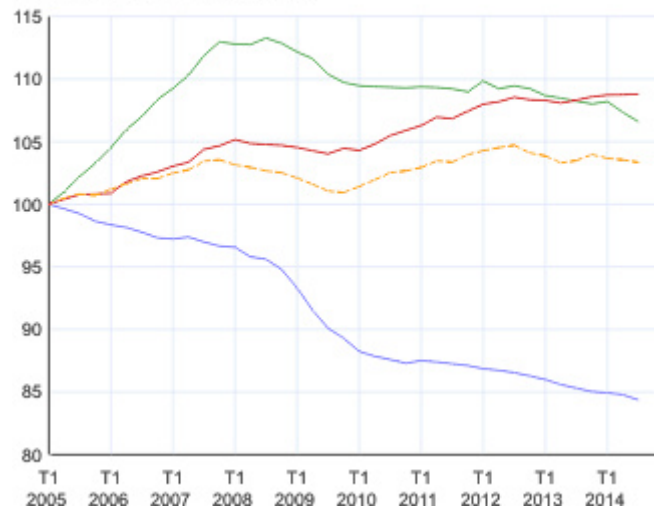
Après s'être stabilisé au précédent trimestre, l'emploi salarié repart légèrement à la baisse dans le secteur du **commerce** au 3^e trimestre 2014 (- 0,2 % soit - 600 postes), de manière plus atténuée toutefois qu'au niveau national (- 0,4 %). Sur un an, les pertes d'emploi du secteur sont limitées : - 0,1 % au niveau régional comme au niveau national.

Les **services marchands hors intérim** gagnent 1 050 salariés ce trimestre en Rhône-Alpes (+ 0,2 %). Au niveau national en revanche, l'emploi du secteur ne progresse pas. En glissement annuel, la région compte 4 900 salariés de plus dans ce secteur, soit une progression de + 0,7 %, contre + 0,4 % au niveau national.

8 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

— Construction — Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim — dont Commerce

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



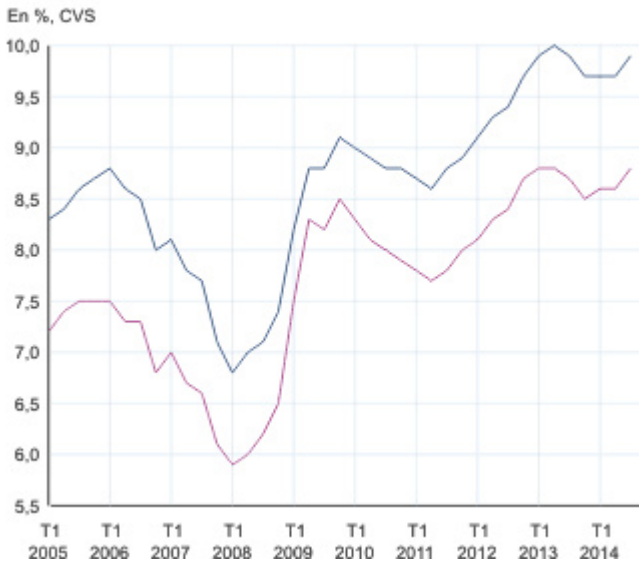
Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, estimations d'emploi

Au troisième trimestre 2014, le taux de chômage augmente en Rhône-Alpes comme au niveau national de 0,2 point

Après la stabilité du deuxième trimestre, le **taux de chômage** augmente en Rhône-Alpes de 0,2 point, pour atteindre 8,8 % de la population active au troisième trimestre 2014. Il s'établit ainsi à 0,1 point au-dessus de son niveau du troisième trimestre 2013. Pour l'ensemble de la France métropolitaine, le taux de chômage s'élève à 9,9 %, en hausse de 0,2 point en un trimestre.

9 Taux de chômage

Rhône-Alpes France métropolitaine



Note : données trimestrielles
Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Le taux de chômage régional est parmi les plus bas de France métropolitaine

Les départements rhônalpins affichent des taux de chômage proches de leur niveau d'il y a un an, en légère augmentation dans les départements savoyards et la Drôme. Rhône-Alpes reste parmi les régions ayant les taux de chômage les plus bas, avec les Pays de la Loire et l'Auvergne. À l'opposé, le Languedoc et le Nord-Pas-de-Calais enregistrent les taux les plus élevés.

10 Taux de chômage dans les départements de Rhône-Alpes

	Taux (en %)	Évolution sur 1 an (en point)
Savoie	7,9	+ 0,2
Haute-Savoie	7,5	+ 0,1
Drôme	11,0	+ 0,1
Loire	10,0	+ 0,0
Rhône	9,2	+ 0,0
Isère	8,3	+ 0,0
Ain	7,1	+ 0,0
Ardèche	10,6	- 0,1
Rhône-Alpes	8,8	+ 0,1
France métropolitaine	9,9	+ 0,0

Note : ordre décroissant des évolutions sur un an
Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Contexte national - Les freins se desserrent un peu

Au 3^e trimestre 2014, l'activité en France s'est révélée un peu plus dynamique que prévu (+ 0,3 %), sous l'effet de facteurs ponctuels. L'économie française croîtrait légèrement au 4^e trimestre (+ 0,1 %) avant d'accélérer un peu au 1^{er} semestre 2015 (+ 0,3 % par trimestre). Plusieurs freins communs aux pays de la zone euro se sont en effet desserrés à l'automne : la dépréciation de l'euro soutient la compétitivité des entreprises ; la baisse du cours du pétrole renforce le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ; le revenu des ménages serait également moins handicapé par les hausses d'impôts. Des freins plus spécifiques à l'économie française se desserreraient : le fort ajustement de l'investissement en logement toucherait à sa fin et la situation financière des entreprises s'améliorerait avec la montée en charge du CICE et l'instauration du Pacte de responsabilité. Le recul de l'emploi marchand s'atténuerait et, avec le soutien des contrats aidés, l'emploi total progresserait légèrement. La population active s'accroissant toutefois un peu plus vite, le taux de chômage augmenterait de nouveau pour atteindre 10,2 % mi-2015 en France métropolitaine.

Contexte international - Légère embellie en zone euro

Au 3^e trimestre 2014, l'activité a légèrement accéléré dans les pays avancés. Les économies américaine et britannique ont de nouveau fortement progressé, tandis que la croissance est restée modeste en zone euro. Dans les économies émergentes, l'activité a continué de tourner au ralenti. Dans les pays avancés, le découplage perdure entre les pays anglo-saxons où le climat des affaires est à un niveau élevé depuis le début de l'année, et la zone euro où le climat reste morose. Au premier semestre 2015, la croissance reprendrait un peu de vigueur dans la zone euro, notamment en Allemagne où l'instauration d'un salaire minimum générerait des effets de revenus positifs. En Espagne, la stabilisation de la construction desserrerait le principal frein restant à la croissance et l'activité y serait dynamique. En Italie en revanche, l'activité resterait atone. Au Japon, la hausse de la TVA en avril 2014 a pesé fortement sur la demande intérieure, de sorte que l'activité y est très dégradée, et ne se rétablirait que lentement. La croissance resterait modérée dans les économies émergentes.

Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69 401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Pierre-Jean Chambard

ISSN : 2417-3657 (imprimé)

ISSN : 2273-8568 (en ligne)

@Insee 2015

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de décembre 2014 « Les freins se desserrent un peu »
www.insee.fr/fr_rubrique/Thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

